

Socialisation politique

Lucie Bargel, Muriel Darmon

▶ **To cite this version:**

Lucie Bargel, Muriel Darmon. Socialisation politique : Moments, instances, processus et définitions du politique. 2017. hal-01576832

HAL Id: hal-01576832
https://hal.science/hal-01576832

Submitted on 24 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Socialisation politique

Moments, instances, processus et définitions du politique

Lucie Bargel

Maîtresse de conférences en science politique, Université Côte d'Azur

Muriel Darmon

Directrice de recherche au CNRS, Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

Résumé

La transmission familiale des préférences électorales, étudiée depuis le début des années 1960, a longtemps constitué la question centrale et exclusive de la « socialisation politique ». Ces premiers travaux n'ont toutefois ni résolu ni épuisé la question des processus et des effets des socialisations primaires (aujourd'hui davantage travaillés du point de vue d'une sociologie des enfances ou des jeunesses attentives aux dimensions de classe et de genre). Ils laissent surtout de côté les autres moments que l'enfance et les autres instances que l'école et la famille : la socialisation primaire extra-familiale, les socialisations politiques secondaires opérées par le monde du travail, la participation à des mouvements sociaux ou les événements politiques. Enfin, problématiser l'étendue et la définition du « politique » permet de mettre en lumière l'existence de processus de socialisation respectivement « à » et « par » l'engagement, d'une socialisation nationale, et de poser plus systématiquement et précisément la question des liens entre le politique et les autres domaines pratiques ou mondes sociaux dans lesquels s'inscrivent les trajectoires individuelles.

Plan

La transmission familiale des préférences électorales

Les travaux fondateurs. La formation des attitudes et la stabilité des systèmes politiques

Les prolongements actuels : enfants, (jeunes), école, famille

Moments et instances de la socialisation politique

Enfance et jeunesse : la socialisation hors la famille

Les organisations militantes comme instances de socialisation (politique)

La socialisation au métier politique

Apprendre la politique au travail

Le rôle de l'événement dans les socialisations politiques secondaires

Problématiser l'étendue et la définition du « politique »

La socialisation à (et par) l'engagement

La socialisation nationale

Les liens entre le politique et le non-politique

Qu'est-ce qui est « politique » ?

Poursuivre les recherches et affiner l'analyse des processus

Mots clés

Socialisation / Classe/ Genre /Migration/ Famille/ Travail/ Socialisation nationale/ Métier politique / Enfance / Jeunesse/ Ecole/ Militantisme/ Engagement…

Définir la socialisation politique peut sembler simple. La socialisation désigne l'ensemble des processus par lesquels la société construit les individus et l'ensemble des apprentissages qui les font devenir qui ils sont[1]. Par socialisation politique, on entend alors les processus spécifiques qui s'accomplissent au sein d'instances politiques et/ou qui se traduisent par des pratiques et des représentations dans le domaine politique[2].

Si cette définition générale peut être tenue pour acquise, elle est en réalité plus intéressante à problématiser qu'à affirmer. Interroger les deux termes qui composent l'expression de « socialisation politique » permet en effet de prendre en compte, au-delà des recherches explicitement désignées comme relevant de la « socialisation politique » – alors entendue comme la transmission familiale de préférences et de comportements politiques, et surtout électoraux, pendant l'enfance –, toute une série de travaux étudiant des processus de socialisation en relation avec le monde politique sans nécessairement employer le label « socialisation politique ».

Partant des formulations classiques de la question, proposées à partir des années 1960, nous mettrons en lumière les renouvellements, en cours et potentiels, qui portent sur chacun des deux termes de l'expression « socialisation politique » : l'analyse plus fine des moments et instances des *processus de socialisation* politique ; la problématisation des contenus, de l'étendue et de la définition du *politique.*

La transmission familiale des préférences électorales

Les formulations les plus anciennes de la socialisation politique, et que l'on peut de ce point de vue qualifier de « classiques », se sont concentrées sur une question qui n'a cependant pas livré toutes ses réponses, même dans les prolongements auxquels elle a donné lieu : dans quelle mesure les processus de transmission familiale, lors de la socialisation dite « primaire », permettent-ils d'expliquer les pratiques et les orientations politiques à l'âge adulte ?

Les travaux fondateurs. La formation des attitudes et la stabilité des systèmes politiques

L'étude de la socialisation politique est, comme celle des attitudes politiques, fondée au croisement de la science politique et de la psychologie behaviouriste aux États-Unis au début

[1] Muriel Darmon, *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016.
[2] Lucie Bargel, « Socialisation politique », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 510-517 ; « Socialisation politique », *Dictionnaire genre & science politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 468-480.

des années 1960[3]. Les premières recherches portent sur les connaissances et les opinions des enfants à l'égard des institutions et du personnel politique (en particulier de la figure du président), et la transmission familiale des préférences électorales. Ces travaux explorent pour l'essentiel la formation des attitudes politiques, centrales pour les behaviouristes puisqu'elles sont à leurs yeux au principe des comportements politiques et électoraux : il s'agit en quelque sorte de la branche enfantine de l'étude des attitudes politiques – ce qui explique sans doute pourquoi la thématique se féminise rapidement. Ces approches sont reprises dans les mêmes termes (« étude de la formation des attitudes politiques en France ») par Charles Roig et Françoise Billon-Grand[4]. À partir d'une enquête par questionnaire, ils mettent en évidence trois déterminants de l'intérêt pour la politique. D'abord, les garçons s'intéressent davantage à la vie sociale et politique tandis que les filles sont plus tournées vers la sphère privée, et ne peuvent s'identifier à des personnages politiques féminins de premier plan. L'âge et le niveau socio-culturel de la famille viennent à leur tour influencer le développement d'un intérêt pour la sphère politique. La socialisation politique familiale est ensuite au centre de l'analyse des comportements électoraux par l'école de Michigan. Contre la primauté donnée par l'école de Columbia aux groupes sociaux d'appartenance, ces auteurs forgent le concept d'« identification partisane » et en démontrent, par des sondages, la constance dans le temps et son partage au sein de la famille[5].

Comme le fait remarquer Virginia Sapiro[6], les travaux pionniers sur la socialisation politique partageaient un cadre politique et institutionnel commun : celui de démocraties parlementaires anciennes, avec un système partisan stable et bipolaire. De façon implicite, ces travaux s'attachaient donc aussi au maintien de ce type de régime politique *via* la transmission des valeurs et des comportements attendus au sein de la famille. Raewyn Connell, à l'occasion d'un retour critique sur ces recherches des années 1960, revient ainsi sur sa propre thèse dans le domaine en indiquant que son but était de comprendre la longévité du

[3] Herbert Hyman, *Political Socialization. A Study in the Psychology of Political Behavior*, New York, Free Press, 1959 ; Fred I. Greenstein, « The Benevolent Leader : Children's Images of Political Authority », *The American Political Science Review*, vol. 54, n° 4, 1960, p. 934-943 ; Robert D. Hess, David Easton, « The Child's Changing Image of the President », *Public Opinion Quartely*, vol. 24, n° 4, 1960, p. 632-644 ; David Easton, Jack Dennis, *Children in the Political System. Origins of Political Legitimacy*, New York, McGraw-Hill Book Company, 1969 ; M. Kent Jennings, Richard G. Niemi, « The Transmission of Political Values from Parent to Child », *American Political Science Review*, vol. 62, n°1, 1968, p. 169-184.

[4] Charles Roig, Françoise Billon-Grand, *La Socialisation politique des enfants. Contribution à l'étude de la formation des attitudes politiques en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

[5] Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller, Donald E. Stokes, *The American Voter*, Chicago, University of Chicago Press, 1960.

[6] Virginia Sapiro, « Not your parents' political socialization : Introduction for a New Generation », *Annual Review of Political Science*, vol. 7, n° 1, 2004, p. 1-23.

gouvernement conservateur australien de l'après-guerre[7]. De même, le cas français avait été constitué en contre-exemple du modèle américain dans lequel la durabilité des attitudes politiques transmises dans la famille pendant l'enfance expliquait la stabilité du régime : pour Philip Converse et Georges Dupeux, l'instabilité du système partisan français de la IV[e] République prenait sa source dans une moindre identification partisane issue de la socialisation politique[8].

Annick Percheron reprend, à partir du début des années 1970, ces questionnements sur la France et ouvre de nouvelles pistes[9]. Outre l'identification à une « famille politique[10] », elle étudie la construction d'une identification nationale au cours de la socialisation politique primaire, et, plus largement, l'acquisition d'un « outillage politique » avant l'âge de 10 ans. Au-delà de la simple question des connaissances politiques, d'ordre presque scolaire, elle s'intéresse aux valeurs et aux conceptions morales du monde que se forment les enfants, dans lesquelles la religion joue un rôle important.

Au début des années 1980, critiques et discussions des premières formulations de la « socialisation politique » contribuent à renouveler le domaine[11]. En 1982, l'idée fondatrice, selon laquelle les préférences acquises dans l'enfance modèlent les attitudes politiques des adultes et limitent les possibilités de changement, est remise en cause au sein même de la psychologie behaviouriste[12]. En 1987, Raewyn Connell publie un article sur « l'échec » du paradigme de la socialisation politique dans lequel elle liste une série de problèmes qui le minent : absence d'attention aux rapports sociaux de pouvoir (classe et sexe étant au mieux considérés comme des facteurs de différenciation des groupes) ; dispositifs d'enquête par questionnaire trop fermés, qui soutiennent l'idée que l'enfant est un récepteur passif, ce que des méthodes plus qualitatives auraient sans doute moins permis ; manque d'attention pour les pratiques (et pas seulement les « attitudes ») puisque les enfants ne votent pas. Annick Percheron, dans l'introduction du numéro dans lequel cet article de Raewyn Connell est publié, propose alors de sortir d'une conception « étriquée et mécaniste » de l'apprentissage et

[7] Raewyn W. Connell, « Why the "Political Socialization" Paradigm Failed and What Should Replace It », *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 8, n° 3, 1987, p. 215-223.
[8] Philip E. Converse, Georges Dupeux, « Politicization of the Electorate in France and the United States », *Public Opinion Quarterly*, vol. 26, n° 1, 1962, p. 1-23.
[9] Annick Percheron, *L'Univers politique des enfants*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974 ; A. Percheron, « La socialisation politique : défense et illustration » *in* M. Grawitz, J. Leca (dir.), *Traité de science politique, vol. 3*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985, p. 165-235.
[10] À la droite ou la gauche, ce qui est une façon d'acclimater le clivage « républicains/démocrates » étatsunien.
[11] Annick Percheron, « Les études américaines sur les phénomènes de socialisation politique dans l'impasse ? Chronique d'un domaine de recherche », *L'Année sociologique*, vol. 31, 1981, p. 69-96.
[12] Steven A. Peterson, Albert Somit, « Cognitive Development and Childhood Political Socialization : Questions about the Primacy Principle », *American Behavioral Scientist*, vol. 25, n° 3, 1982, p. 313-334.

de cesser d'« entendre la politique dans un sens étroit[13] ». En ce sens, la socialisation politique fait partie de la formation plus globale de « l'identité sociale », au cours de laquelle l'enfant apprend à marquer son appartenance à un groupe. De cette conception résultent trois conséquences. La socialisation n'est pas une simple accumulation de connaissances, elle n'est pas seulement intellectuelle mais subjective. Elle ne fournit pas non plus de comportements tout prêts : il n'y a pas de relation directe et simple entre les attitudes des enfants et les comportements des adultes. Enfin, Annick Percheron souligne que l'homogénéité du « milieu de socialisation » détermine la « réussite de la transmission des valeurs et des normes familiales » – la comparaison de ses résultats des années 1970 et 1980 démontrant toutefois que cette « réussite » est, selon elle, de plus en plus rare[14].

Les prolongements actuels : enfants, (jeunes), école, famille

À l'heure actuelle, la famille et l'école restent les lieux centraux d'étude de la socialisation politique des enfants[15]. De plus, cette question initiale de la formation d'attitudes politiques a surtout été poursuivie par la « psychologie politique », en lien avec les théories et recherches sur le développement cognitif des enfants. Cette inscription disciplinaire n'a pas favorisé l'exploration du rôle des caractéristiques sociales dans le processus de socialisation politique, que d'autres mettent en lumière.

Les travaux de Daniel Gaxie révèlent les inégalités d'accès à la compréhension des enjeux politiques et à un sentiment de compétence politique en fonction de la classe sociale, du sexe et de l'âge[16]. Aux États-Unis également, l'impact des caractéristiques économiques et sociales de la famille sur la socialisation politique commence à être exploré à partir du début des années 1980. Russel J. Dalton démontre par exemple que les générations successives partagent les mêmes conditions économiques et sociales, ce qui contribue à l'influence des parents sur les valeurs de leurs enfants : c'est ce qu'il appelle le « social milieu pathway[17] ». Cette problématique a été reformulée dans la science politique américaine en termes de

[13] Annick Percheron, 'La socialisation politique : un domaine de recherche encore à développer', *International Political Science Review / Revue internationale de science politique*, vol. 8, n° 3, 1987, p. 199-203.
[14] Ibid.
[15] Simone Abendschön (ed.), *Growing into politics: contexts and timing of political socialisation*, Colchester, UK, ECPR Press, 2013, 280 p.
[16] Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.
[17] Russel J. Dalton, « The Pathways of Parental Socialization », *American Politics Quarterly*, vol. 10, n° 2, 1982, p. 139-157.

transmission du capital culturel, qui favoriserait la transmission d'incitations à la participation politique[18].

Les travaux en cours d'Alice Simon auprès d'enfants de primaire en France indiquent que, à l'âge de 8 ans, des écarts de connaissances politiques sont modelés par des facteurs sociaux (être scolarisé dans un quartier favorisé, être français de naissance, grandir dans une famille consommatrice de médias)[19]. Ces résultats recoupent ceux d'une enquête allemande qui, à partir de questions adressées à 700 enfants au début et à la fin de leur première année de primaire, met en évidence des « orientations politiques relativement moins développées » chez les enfants issus de minorités ethniques, de quartiers défavorisés, et chez les filles[20]. En outre, ces écarts de compétence politique ne disparaissent pas en fin d'année – autrement dit, ils ne sont pas comblés par l'école.

Les travaux d'Anne Muxel ont en effet démontré que la famille est le lieu de socialisations politiques primaires différenciées pour les garçons et les filles, marquées par « la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique »[21]. La politisation des garçons est plus précoce : ils manifestent, jusqu'à 11-12 ans, davantage d'intérêt et de connaissances politiques que les filles. À la puberté, cet intérêt se maintient, tandis que les filles développent une attitude de retrait, voire de contestation de l'autorité, ce que l'on peut rapporter à la fois à une division sexuée traditionnelle des centres d'intérêts, mais aussi à une attitude critique vis-à-vis de la politique plus marquée chez les femmes. De plus, leur père est désigné par les filles comme par les fils comme le personnage le plus important de leur socialisation politique. Alan S. Zuckerman, Josip Dasovic et Jennifer Fitzgerald[22], qui s'intéressent aux dynamiques de transmission familiale des préférences partisanes en Allemagne et en Grande-Bretagne, placent en revanche les mères et les épouses au centre de ces dynamiques. Leur livre explore de nouvelles directions d'enquête : par exemple, l'influence des jeunes adultes sur leurs parents (et surtout leurs mères), ou les effets de l'appartenance partisane des femmes sur tous les membres de la famille.

[18] Nancy Burns, Kay Lehman Scholzman, Sidney Verba, *Family Ties. Understanding the Intergenerational Transmission of Participation*, s.l., Russell Sage Foundation Working Paper Series, 2003.
[19] Alice Simon, « Political competence of children and social background : results of a study with French primary school children », communication au Congrès de l'IPSA, 2014.
[20] Jan W. van Deth, Simone Abendschön, Meike Vollmar, « Children and Politics. An Empirical Reassessment of Early Political Socialization », *Political Psychology*, vol. 32, n° 1, 2011, p. 147-174.
[21] Anne Muxel, « Socialisation et lien politique », *in* T. Blöss (dir.), *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-45.
[22] Alan S. Zuckerman, Josip Dasovic, Jennifer Fitzgerald, *Partisan Families. The Social Logic of Bounded Partisanship in Germany and Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

La socialisation politique a été l'un des rares terrains d'examen des effets propres de la socialisation de classe et de sexe. D'après le travail de Jean-Claude Passeron et François de Singly[23], en matière d'intérêt pour la politique, le croisement de ces deux « variables » ne produit pas d'effet cumulatif univoque. Certes, dans l'ensemble, les enfants de sexe masculin s'intéressent davantage à la politique que les enfants de sexe féminin, et les enfants des classes supérieures plus que ceux d'ouvriers. Mais les filles des classes supérieures ne manifestent pas plus d'intérêt pour la politique que les filles des classes moyennes salariées, qui elles-mêmes s'y intéressent nettement plus que les fils de leur classe sociale. Ce type d'exploration n'a pas été reproduit depuis.

Très peu de travaux sont consacrés spécifiquement à la socialisation politique des enfants de minorités ethniques. En France, Asmaa Jaber a mené des entretiens avec des enfants et des parents de familles d'origine maghrébine, immigrées de seconde génération, durant la campagne présidentielle de 2012[24] : il en ressort que ces enfants suivent et connaissent l'actualité politique non seulement française mais aussi « arabe » (*via* la télévision en particulier), ainsi que l'importance d'un discours « légitimiste » à l'égard des institutions politiques, en grande partie porté par l'école.

Par ailleurs, Vincent Tournier s'interroge, à partir d'un questionnaire adressé à des jeunes de 13 à 19 ans, sur l'existence d'une socialisation politique spécifique aux jeunes grenoblois musulmans. Elle serait marquée par « un sentiment d'injustice plus fréquent, […] une politisation plus forte, une certaine valorisation de la violence et une relation conflictuelle avec l'autorité telle qu'elle est incarnée par l'école ou par la police[25] ». Dans une recherche qui traverse XIX^e^ et XX^e^ siècles, Yves Deloye souligne que « pour nombre de citoyens français à la fin du 19^e^ siècle, la socialisation civique est étroitement imbriquée avec la socialisation religieuse qui continue durablement à servir de matrice, tant cognitive qu'identitaire, à la socialisation politique »[26]. Annick Percheron indiquait également le rôle de la religion dans la formation des valeurs familiales. De même, Anne Muxel souligne que « les convictions politiques et religieuses sont, toujours aujourd'hui, ce qui se transmet le mieux »[27]. Bien que les enquêtes sur l'orientation du vote témoignent avec persistance du rôle de la variable

[23] Jean-Claude Passeron, François de Singly, « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de science politique*, vol. 34, n° 1, 1984, p. 48-78.
[24] Asmaa Jaber, « La socialisation politique enfantine dans des familles d'origine immigrée », *Recherches familiales*, n° 12, 2015, p. 247-261.
[25] Vincent Tournier, « Modalités et spécificités de la socialisation des jeunes musulmans en France », *Revue française de sociologie*, 2011, vol. 52, n° 2, p. 311-352.
[26] Yves Deloye, « Socialisation religieuse et comportement électoral en France. L'affaire des "catéchismes augmentées" (19^e^-20^e^ siècles) », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2, 2002, p. 179-199.
[27] Anne Muxel, *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Le Seuil, 2008.

religieuse, il n'existe toutefois pas de travaux sur les processus de socialisation propres à l'appartenance à une religion chrétienne et aux façons dont ils orientent le vote vers la droite dans tous les pays d'Europe.

Les effets de la religion, de l'histoire migratoire, de la couleur de peau ou encore du lieu de résidence sur la socialisation politique des enfants en famille et à l'école restent ainsi encore largement à explorer, de même que leur articulation avec la classe sociale et le sexe.

Moments et instances de la socialisation politique

À partir de la question de la transmission posée par ce « noyau dur » de la socialisation politique, il y a beaucoup à gagner à étendre et affiner l'analyse, en portant l'attention sur d'autres moments et d'autres instances de socialisation politique.

Enfance et jeunesse : la socialisation hors la famille

Il s'agirait tout d'abord d'intégrer un des acquis de la sociologie de la socialisation primaire, à savoir le fait qu'elle est « plurielle » et ne se limite pas à la famille ni même au couple parental : tout ce qui se joue dans l'enfance ne se joue pas dans la famille.

Sur le modèle des travaux consacrés à la transmission des ressources scolaires et au capital culturel par la sociologie de la socialisation[28], l'influence des membres de la famille élargie (grands-parents, oncles ou tantes, etc., dans la mesure où il existe « du temps et des occasions de socialisation »), tout comme celle de la fratrie, serait ainsi très intéressante à étudier de plus près. De même, il faudrait pouvoir approcher la socialisation par les pairs, dont on a toutes les raisons de penser qu'elle peut jouer un rôle important même si son évaluation quantitative reste délicate[29], et continuer à travailler sur celle opérée par des industries culturelles spécifiques, comme les « Guignols de l'info » étudiés par Vincent Tournier[30].

Tenu pour évident – dans la mesure où le niveau de diplôme, c'est-à-dire le temps passé à l'école, rend compte des préférences et comportements politiques –, le rôle de l'école dans la socialisation politique primaire demeure totalement sous-analysé. L'enquête en cours de Wilfried Lignier et Julie Pagis démontre que le célèbre clivage « gauche-droite » s'apprend aussi sur les bancs de l'école et détient dans un premier temps une signification très scolaire,

[28] Bernard Lahire, *Tableaux de familles* [1995], Paris, Seuil/Gallimard, 2012.

[29] L'enquête sur les collégiens de l'Isère présentée par Vincent Tournier (« Comment le vote vient aux jeunes. L'apprentissage de la norme électorale », *Agora Débats/Jeunesse*, n° 51, 2009, p. 79-96) aboutit à la conclusion que « la contribution du groupe de pairs à la diffusion du civisme paraît négligeable », mais on peut penser que les cadres de l'enquête quantitative et les questions posées sur les discussions politiques avec les amis ne permettent qu'imparfaitement de saisir les processus de socialisation par les pairs à l'âge du collège.

[30] Vincent Tournier, « Les "Guignols de l'Info" et la socialisation politique des jeunes (à travers deux enquêtes iséroises) », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 4, 2005, p. 691-724.

ou encore que les enfants transposent au monde politique des catégories intériorisées à l'école[31]. Plus tard dans la scolarité, Alexandra Oeser questionne l'influence de l'école sur les modes d'appréhension de la Shoah en Allemagne. Alors que les garçons collégiens s'intéressent à l'histoire *via* celle des combats, des armes, des chefs et des vainqueurs, à propos de la Shoah ils alignent leur rapport à l'histoire sur celui des filles, plus centré sur les individus ordinaires et les victimes, parce que c'est attendu par l'institution scolaire[32].

Tout ce qui se joue dans l'enfance ne se joue assurément pas dans la famille, mais tout ne se joue pas non plus dans l'enfance. « En politique » aussi, il existe des processus de socialisation qui interviennent à l'âge adulte et hors des deux instances principales de l'enfance que sont la famille et l'école[33]. L'enjeu est donc de déplacer le regard du moment princeps de la socialisation vers la, et même les, socialisations politiques secondaires. Or, comme le note Roberta Sigel dans un ouvrage collectif consacré à ce thème à la fin des années 1980 aux États-Unis, « l'intérêt pour la socialisation politique tout au long du cycle de vie […] est toujours l'exception et non la règle générale[34] ». Les instances de socialisation politique adulte mises en avant dans l'ouvrage sont, outre l'âge – mixte d'avancée en âge et de changement de position sociale de l'individu, dont l'ouvrage reconnaît le caractère complexe – le monde du travail, celui des mouvements sociaux, et la survenue d'événements traumatiques. Ces trois instances se retrouvent dans les recherches réalisées en France sur les socialisations politiques adultes, de manière beaucoup plus nette cependant en ce qui concerne la socialisation militante, aujourd'hui attestée et dont les processus sont mieux connus.

Les organisations militantes comme instances de socialisation (politique)

Le « façonnage organisationnel du militant[35] » se donne à voir de façon exemplaire dans le cas communiste. Le travail institutionnel qui aboutit à la construction du « sujet

[31] Julie Pagis, Wilfried Lignier, « "La gauche c'est les gentils ; la droite c'est les méchants". Sociogenèse des représentations enfantines du clivage gauche/droite », communication au 12ème congrès de l'AFSP, Paris, juillet 2013.

[32] Alexandra Oeser, « Genre et enseignement de l'histoire. Étude de cas dans un Gymnasium de la ville de Hambourg », *Sociétés & Représentations*, n° 24, 2007, p. 111-128.

[33] Sébastien Michon étudie ainsi les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique : « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, n° 163, 2008, p. 63-75 (en ligne).

[34] Roberta S. Sigel (dir.), *Political Learning in Adulthood. A Sourcebook of Theory and Research*, Chicago, University of Chicago Press, 1989.

[35] Johanna Siméant, Frédéric Sawicki, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant », *Sociologie du travail*, vol. 51, 2009, p. 97-125.

communiste[36] » prend des formes multiples. Les transmissions politiques sont nettes dans les « écoles » du PCF, organisées dès les années 1920 en France, instances d'une « socialisation communiste[37] » qui prend pour modèle explicite la socialisation scolaire[38]. Le travail sur l'individu opéré par les organisations communistes est aussi un travail sur sa biographie, c'est-à-dire sur ses conceptions de lui-même et sur ses modes de présentation de soi dans des autobiographies officielles d'institution[39]. Les organisations politiques « radicales » sont également le lieu et la matrice de processus d'engagement spécifiques particulièrement profonds (marqués par la fermeture du groupe et son exclusivité, voire le secret ou la clandestinité), ainsi que de désengagement particuliers (du fait de la force de la rupture biographique entraînée par l'entrée et la sortie du groupe)[40].

Au delà de ces exemples et des « effets de loupe »[41] qu'ils exercent sur les processus de socialisation, la manière dont les organisations militantes construisent chez leurs membres des dispositions politiques particulières peut être saisie à partir d'institutions, de moments ou de situations beaucoup plus informels et apparemment moins encadrés : dans les organisations de jeunesse des partis notamment, la socialisation par les pairs opère de façon discrète mais puissante lors des camps ou universités d'été, au petit déjeuner comme en réunion politique, en mangeant des croissants comme en fabriquant des « enveloppes »[42].

De plus, on acquiert autre chose que des dispositions politiques au sein d'instances politiques. Les organisations militantes, notamment ouvrières, peuvent fournir un capital scolaire de substitution à leurs membres[43] ; par ses injonctions diffuses ou ses institutions explicitement scolaires, le parti communiste constitue un lieu d'accumulation de compétences

[36] Claude Pennetier, Bernard Pudal (dir), *Le Sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, PUR, 2014.
[37] Nathalie Ethuin, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n° 63, 2003, p. 145-168.
[38] Yasmine Siblot, « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) », *Politix*, n° 58, 2002, p. 167-188.
[39] Claude Pennetier, Bernard Pudal, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », *Genèses*, n° 23, 1996, p. 53-75 ; Ioana Cîrstocea, « "Soi-même comme un autre" : l'individu aux prises avec l'encadrement biographique communiste (Roumanie, 1960-1970) », *in* C. Pennetier, B. Pudal (dir), *Le Sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, PUR, Rennes, 2014, p. 59-78.
[40] Isabelle Sommier, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35 ; Olivier Fillieule, « Le désengagement d'organisations radicales », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59. Ces deux articles ont été publié dans un numéro intitulé « Radicalités et radicalisations », dirigé par Pascal Dufour, Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault.
[41] Isabelle Sommier, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, p. 24.
[42] Lucie Bargel, *Jeunes socialistes / Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.
[43] Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, 1977, p. 123-154.

scolaires et culturelles[44]. Les socialisations militantes peuvent en outre se traduire par des rapports spécifiques des classes populaires aux administrations[45] ou, chez les postiers, par des dispositions à apprécier « un métier permettant de "rendre service" aux autres[46] ». Plus généralement, le courant de recherche sur les « conséquences biographiques de l'engagement » s'attache à reconstruire les effets extra-politiques d'apprentissages effectués au sein d'une instance de socialisation politique[47]. Julie Pagis analyse en ce sens les empreintes sur le long terme de Mai 68 comme une combinaison d'incidences certes politiques, mais aussi professionnelles (infléchissement des trajectoires) ou privées (influence sur le mode de vie quotidien, vision du couple ou vision du monde). Ces dernières années, une contribution importante à ces questionnements provient des recherches sur les mouvements féministes, dont l'action sur le « privé » est explicite, et sur la diffusion de ces idées au-delà des seules militantes[48]. Par ailleurs, la façon dont les savoir-faire organisationnels peuvent être valorisés dans d'autres activités (et dont l'actualisation n'est donc pas limitée au contexte politique) s'observe dans les cas de reconversions militantes[49].

La socialisation au métier politique

La socialisation militante permet aussi de poser la question de l'apprentissage du métier politique lui-même, ce « métier qui ne s'apprend pas[50] ». Lucie Bargel a porté l'accent sur l'apprentissage implicite qui se déroule dans les organisations partisanes, lequel tend à reproduire des logiques sociales et sexuées de sélection de deux manières[51]. De façon tacite d'une part, parce que cet apprentissage repose sur des attentes informulées, des dispositions – à la discussion politique, à aimer apprendre, à la prise de parole en public, etc. – inégalement distribuées, mais aussi sur la création de liens interpersonnels structurés par une homophilie qui favorise la reproduction de la composition sociale et sexuée du groupe. D'autre part, cette

[44] Bernard Pudal, *Prendre parti*, Paris, Presses de la FNSP, Paris, 1989 ; Claude Pennetier, Bernard Pudal, « La Certification scolaire », *Politix*, n° 35, 1996, p. 69-88.
[45] Yasmine Siblot, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.
[46] Marie Cartier, *Les Facteurs et leurs tournées. Un service public au quotidien*, Paris, La Découverte**,** 2003.
[47] Catherine Leclercq, Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale», *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, p. 5-23.
[48] Voir l'ensemble des contributions au n° 109 (dossier « Appropriations ordinaires des idées féministes ») de *Politix*, 2015. Catherine Achin, Delphine Naudier, « Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970 », *Sociologie*, vol. 1, n° 1, 2010, p. 77-93 ; Alban Jacquemart, « L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre », *Cahiers du Genre*, n° 55, 2013, p. 49-63.
[49] Annie Collovald, Erik Neveu, « Le néo-polar. Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001, p. 77-93 ; Sylvie Tissot, Christophe Gaubert, Marie-Hélène Lechien (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses de l'université de Limoges, 2005.
[50] Jacques Lagroye, « Être du métier », *Politix*, n° 28, 1994, p. 5-15.
[51] Lucie Bargel, *Jeunes socialistes / Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

sélection a également lieu, de manière plus active et explicite, dans le repérage, par les anciens, des profils susceptibles de monter et de satisfaire à la nécessité (plus ou moins intense) de renouveler les « cadres ». L'apprentissage des règles du jeu politique, qui commence bien avant l'accès à un mandat électif, est ainsi fortement modelé par des logiques sociales et sexuées de sélection.

La socialisation au métier politique se poursuit avec l'accès à chaque nouveau poste ou mandat[52]. L'étude de ce processus a connu des développements récents autour des effets de la loi sur la parité, et du personnel politique européen. La série de recherches portant sur les nouvelles entrantes dans le champ politique à l'occasion de la loi sur la parité[53] a, d'une certaine façon, rappelé l'importance de ce qui se passe *avant* l'accès au mandat. En effet, les femmes choisies par les têtes de liste étaient le plus souvent aussi des profanes en politique, dépourvues d'expérience partisane ; censées de ce fait représenter la société civile et la proximité, cette absence de socialisation politique préalable entraîne des difficultés spécifiques pour ces élues. Le traitement différencié dont elles font l'objet lors des campagnes électorales, puis dans les instances élues[54], participe d'une socialisation sexuée au métier politique, qui aboutit plus souvent que pour les hommes à une sortie du métier[55].

Les travaux centrés sur l'apprentissage des rôles politiques connaissent également une dynamique autour de la socialisation aux institutions européennes[56], des personnels élus comme des fonctionnaires. L'inégale familiarité avec les institutions européennes apparaît bien comme une logique structurante du « champ de l'eurocratie »[57], à tel point que la longévité dans ces institutions constitue l'un des principaux facteurs explicatifs des

[52] Olivier Nay, « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage des rôles. Le cas des conseillers régionaux », *Politix*, n° 38, 1997, p. 18-46. Cf. l'ensemble des articles de ce numéro consacré à « L'institution des rôles politiques ».

[53] Éric Fassin, Christine Guionnet (dir.), « Dossier "la parité en pratiques" », *Politix*, n° 60, 2002 ; Catherine Achin, Lucie Bargel, Delphine Dulong, Éric Fassin, *et al.*, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007 ; Maud Navarre, *Devenir élue. Genre et carrière politique*, Paris, PUR, 2015.

[54] Delphine Dulong, Frédérique Matonti, « Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique ? L'apprentissage des rôles au Conseil régional d'Île-de-France », *Sociétés & Représentations*, n° 24, 2007, p. 251-267.

[55] Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « La parité sous contrôle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014, p. 118-137.

[56] Anne-Catherine Wagner, « Syndicalistes européens », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 12-33 ; Hélène Michel, Cécile Robert (dir.), *La Fabrique des « Européens ». Processus de socialisation et construction européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010 ; Willy Beauvallet, Sébastien Michon, « Professionalization and socialization of the members of the European Parliament », *French Politics*, vol. 8, n° 2, 2010, p. 145-165 ; Lucyna Derkacz, *Socialisation politique au Parlement européen. L'exemple des eurodéputés polonais*, Windhof, Promoculture, 2013.

[57] Didier Georgakakis (dir.), *Le Champ de l'Eurocratie. Une sociologie politique du personnel de l'UE*, Paris, Economica, 2012.

conceptions et des pratiques de l'action européenne[58]. Ces études présentent en outre l'originalité d'étudier la socialisation du personnel politique non-élu (hauts fonctionnaires, collaborateurs d'élus), encore assez invisibles dans les études sur les personnels politiques nationaux[59].

Apprendre la politique au travail

Il faut aussi prendre la mesure de la manière dont le travail, tout à la fois comme institution, activité et réseau de sociabilité, constitue une instance de socialisation politique importante quoique peu étudiée. Ce sont surtout les approches qualitatives, par cas et par trajectoires, qui permettent de voir « comment l'expérience du travail est productrice de socialisation et donc de socialisation politique, dans les temps chauds de la grève et des conflits de travail, bien entendu, mais aussi dans les temps froids des routines de travail[60] ».

Philippe Gottraux et Cécile Péchu analysent de la sorte la trajectoire du seul « Jacques », petit commerçant passé de la gauche à la droite « populiste », comme une manifestation de l'effet de la socialisation professionnelle sur les positions politiques et le rapport au politique. L'engagement à gauche de longue date de Jacques, expliqué par sa socialisation primaire familiale, entre peu à peu en tension avec son activité professionnelle (il tient une droguerie-herboristerie à Genève), qui va l'amener, après des années d'appartenance au Parti socialiste, à s'engager au sein de l'Union démocratique du centre suisse (située « à la droite de la droite »). Cette socialisation professionnelle politique opère par l'influence de l'activité exercée, du contexte de fragilisation de son secteur économique, du statut ainsi que des représentations du métier pour soi et pour les autres[61]. Dans le même ouvrage collectif destiné à « comprendre la portée de la socialisation politique au travail[62] », Julian Mischi met en lumière les effets de politisation des socialisations professionnelles, dans le cas du militantisme ouvrier (où les dispositions à l'action collective sont acquises notamment par

[58] Didier Georgakakis, Marine de Lassalle, « Genèse et structure d'un capital institutionnel européen », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 166-167, 2007, p. 38-53.
[59] Cf. néanmoins Jean-Luc Bodiguel, « La socialisation des hauts fonctionnaires. Les directeurs d'administration centrale », *in* CURAPP (dir.), *La Haute administration et la politique*, Paris, PUF, 1986, p. 81-99 ; Guillaume Courty (dir.), *Le Travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005 ; Patrick Le Lidec, Didier Demazière (dir.), *Les Mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Rennes, PUR, 2014 ; Grégory Daho, « La socialisation entre groupes professionnels de la politique étrangère », *Cultures & Conflits*, n° 98, 2015, p. 101-131.
[60] Olivier Fillieule, « Postface. Travail, famille, politisation » *in* I. Sainsaulieu, M. Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 350.
[61] Philippe Gottraux, Cécile Péchu, « Le réalignement politique à droite d'un petit commerçant : complexité de l'analyse des "dispositions politiques" », *in* I. Sainsaulieu, M. Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 155-170.
[62] Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 18.

l'activité syndicale) et au sein de comités de chasseurs : la socialisation professionnelle y apparaît comme un ressort central pour comprendre l'entrée dans l'action collective des classes populaires. Les débats portent la marque des registres et des catégories d'appréhension du réel qui sont celles de l'usine (rhétorique anti-chef) ou du monde du travail (possibilité de chasser reliée aux conquêtes sociales et aux congés payés)[63]. Élise Cruzel évoque également comment, dans le cas des militants d'Attac, c'est un processus de socialisation secondaire, syndicale mais aussi professionnelle, qui explique la construction des choix et des préférences politiques[64].

Le rôle de l'événement dans les socialisations politiques secondaires

Enfin, des phénomènes de socialisation politique secondaire peuvent exister indépendamment du monde du travail ou d'organisations aussi institutionnalisées que les mouvements militants. Dans les analyses rassemblées par Roberta Sigel, les « événements traumatiques » (la guerre ou le terrorisme) sont à leur tour présentés comme des instances de socialisation et de transformation individuelles. La force socialisatrice des événements n'est toutefois pas équivalente à ce qu'une approche socio-psychologique qualifierait de caractère « traumatisant ». Si Annick Percheron a analysé la réorganisation profonde des systèmes de référence des individus ayant vécu la guerre d'Algérie – en avançant qu'elle a produit, de manière concomitante, la génération de l'Algérie algérienne et celle de l'Algérie française[65] –, Olivier Ihl s'est attaché à mettre en lumière l'effet socialisateur d'un spectre plus large d'événements politiques, jusqu'aux plus quotidiens d'entre eux.

L'effet des événements politiques sur la formation des attitudes permet à nouveau de démontrer que la socialisation politique ne se limite aucunement au monde de l'enfant et de l'adolescence. Les « expériences politiques » – campagnes électorales, interventions militaires, actions ou disparition d'un « grand homme » – fournissent un certain nombre « d'opportunité de socialisation » : par contacts directs avec une dynamique collective (mobilisation protestataire, participation électorale, action militante), par une exposition aux flux d'information des média qui en rendent compte (campagne de presse liée à un scandale politique, duel télévisé), ou encore par le biais de relations interpersonnelles qui charrient l'appréhension de ces actions (discussions familiales, apostrophes sur le lieu de travail). Ces

[63] Julian Mischi, « Les matrices usinières des actions militantes dans l'espace social », *in* I. Sainsaulieu, M. Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 243-256.
[64] Élise Cruzel, « "Passer à l'Attac" : éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, n° 68, 2004, p. 135-163.
[65] Annick Percheron, *La Socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 173-189.

expériences peuvent ensuite « accéder au statut d'emblème et à ce titre se muer en agent de socialisation à part entière » du fait du travail de « traitement » et de transmission de cet événement effectué par des « agents d'exemplarité » et des « entrepreneurs de réputation », tels que les journalistes, les historiens ou les enseignants[66].

Il semblerait ainsi que les Noirs nord-américains qui ont grandi pendant le mouvement des droits civils parlent, davantage que ceux des autres générations, d'un environnement familial politiquement stimulant et manifestent des niveaux plus importants de participation politique[67]. Plutôt que de l'effet socialisateur d'un événement sur la masse indifférenciée de ceux qui y auraient été exposés, il faut toutefois parler « des » effets socialisateurs d'un événement, comme le montre la typologie des effets socialisateurs de la participation aux événements de Mai-juin 68 proposée par Julie Pagis : « en fonction des ressources militantes accumulées en amont et du degré d'exposition à l'événement, ce dernier pourra représenter une source de *socialisation politique d'entretien*, de *renforcement*, de *prise de conscience*, ou enfin de *conversion* des dispositions et des convictions politiques antérieures[68] ». De plus, « les générations » de mai 68 sont aussi des « générations politiques genrées » du fait des différences dans la socialisation par l'événement pour les hommes et les femmes[69].

Problématiser l'étendue et la définition du « politique »

Un premier approfondissement de la question classique de la socialisation politique consiste en somme à investiguer d'autres moments et d'autres instances de socialisation politique que la socialisation familiale primaire ; une seconde direction concerne la définition et l'extension donnée au terme « politique ».

La socialisation à (et par) l'engagement

Il peut s'agir de se situer aux frontières ou même en dehors de la participation conventionnelle, en analysant le cas d'associations, collectifs, mouvements ou organisations très divers. Pour « aborder la manière dont la socialisation contribue à expliquer des engagements pour des causes aux enjeux circonscrits », et non la participation politique générale ou l'orientation sur un axe gauche-droite, Lilian Mathieu examine le cas de

[66] Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 125-144.
[67] Nancy Burns, Kay Lehman Scholzman, Sidney Verba, *Family Ties : Understanding the Intergenerational Transmission of Participation | Russell Sage Foundation*, s.l., Russell Sage Foundation Working Paper Series, 2003.
[68] Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de la FNSP, 2014, p. 76.
[69] Julie Pagis, « Quand le genre entre en crise (politique) », *Sociétés et représentations*, n° 24, 2007, p. 233-249.

l'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontières[70]. Il met ainsi en relief trois objets d'analyse : les conditions nécessaires au ralliement (un recrutement féminin et proche du travail social qui, comme dans le cas des mouvements de sans-papiers[71], se fait majoritairement dans les classes moyennes salariées relevant de la petite bourgeoisie intellectuelle en ascension sociale, mais aussi des socialisations familiales, scolaires ou religieuses prédisposantes) ; les processus d'activation de ces dispositions et compétences au moment de l'entrée dans le réseau ; leur remaniement suite au parcours accompli au sein du réseau (un apprentissage technique et juridique, ou celui d'une gestion rationalisée des indignations).

Deux directions de recherche principales sur ces questions peuvent être distinguées : étudier les processus de socialisation respectivement « à » et « par » l'engagement, ce qui permet de mettre en jeu et en tension les définitions du « politique » qui s'y jouent. Pour ce qui touche aux prédispositions à l'engagement, les socialisations religieuses et le rapport au religieux doivent être pris en compte, dans le cadre d'une « politisation d'engagements religieux[72] » qui commence à être mieux connue. Si la socialisation catholique joue ainsi dans l'explication de la participation politique conventionnelle, comme dans le cas des familles catholiques et du vote Bayrou[73], elle permet également d'appréhender la participation à des ONG humanitaires pourtant non confessionnelles. Johanna Siméant examine comment une socialisation religieuse faite de « dispositions, de compétences et d'appétences », qui ne se limite pas à un système de croyances mais engage des pratiques et des habitudes pratiques, peut expliquer l'engagement et le rapport à l'engagement humanitaires – et ce malgré la dénégation du politique et du religieux dans ces organisations[74]. De plus, Florence Johsua a montré qu'une des logiques de l'engagement révolutionnaire dans les années 1960 était nourrie par « la colère et le désir de vengeance » de jeunes issus de familles juives frappées par la Shoah[75].

La participation à un collectif et les processus qui composent « l'engagement » sont ensuite, comme dans le cas des socialisations militantes, eux-mêmes producteurs de « dispositions à

[70] Lilian Mathieu, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, vol. 1, n° 3, 2010, p. 303-318.
[71] Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
[72] Julie Pagis, « La politisation d'engagements religieux », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 1, 2010, p. 61-89.
[73] Julien Fretel, « Quand les catholiques vont au parti », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 76-89.
[74] Johanna Siméant, « Socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises », *Le Mouvement social*, n° 227, 2009, p. 101-122.
[75] Florence Joshua, « "Nous vengerons nos pères…" De l'usage de la colère dans les organisations politiques d'extrême-gauche dans les années 1968 », Politix, n° 104, 2014, p. 203-233.

agir ou à croire[76] » qui élargissent et rendent plus complexe la définition « du » politique. Dans le cas de Médecins sans frontières, Elsa Rambaud met en évidence la façon dont s'y opère un « processus de construction et d'inculcation d'un système de valeurs et de pratiques », celui d'une grammaire critique, résultat d'un apprentissage et produit d'une socialisation[77].

La socialisation nationale

Les travaux centrés sur la socialisation politique au sens strict, c'est-à-dire stato-centré, en étudient initialement plusieurs déclinaisons : la construction d'un rapport aux institutions politiques représentatives, aux acteurs du jeu électoral et à l'appartenance nationale[78]. Pour Annick Percheron, au cours de la socialisation politique, l'enfant acquiert les principes du jeu politique, un sens du civisme, une identité nationale et un sentiment d'appartenance à une communauté nationale. Ces derniers passent notamment par le recours à la « tradition », matérialisée dans des habitudes quotidiennes ou des rituels, notamment scolaires[79]. Depuis, la socialisation nationale a en grande partie disparu des travaux sur la socialisation politique.

L'éducation tient pourtant une place importante dans l'étude du nationalisme, mais la question de la transmission d'une identité nationale n'y est pas formulée en termes de socialisation. On peut y voir deux raisons. D'abord, les spécialistes du nationalisme s'intéressent aux formes les plus explicites (le système scolaire en particulier[80]) et les plus légitimes (le roman, la presse[81]) de construction et d'entretien de l'appartenance nationale. Ensuite, leur attention est surtout centrée sur le travail volontariste, politique, de construction de cette idée nationale[82], au niveau de l'État, et met peu l'accent sur les formes de réception et d'appropriation de cette offre culturelle nationaliste. Les évolutions récentes de la littérature sur le nationalisme ouvrent la voie à un réexamen de cette question de la socialisation. Depuis le milieu des années 1990, l'accent porté sur le nationalisme ordinaire[83] incite à aller voir du côté de formes moins explicites de nationalisme, plus quotidiennes, et du côté des acteurs

[76] Bernard Lahire, *Portraits sociologiques*, Paris, Nathan, 2002.
[77] Elsa Rambaud, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 4, 2009, p. 723-756.
[78] Jean Piaget, « Le développement, chez l'enfant, de l'idée de patrie et des relations avec l'étranger », *in Travaux de Sciences Sociales*, Paris, Droz, 1977, p. 283-306.
[79] Annick Percheron, *La Socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.
[80] Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Ithaca-NY, Cornell University Press, 1983.
[81] Benedict R. Anderson, *Imagined communities reflections on the origin and spread of nationalism*, London-New York, Verso, 1983.
[82] Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e^-XX^e^ siècle*, Paris, Le Seuil, 1999.
[83] Michael Billig, *Banal Nationalism*, Newcastel, SAGE, 1995.

ordinaires[84]. Anders Linde-Laursen s'intéresse par exemple aux manières dont danois et suédois ont appris des façons différentes de faire la vaisselle[85]. La question devient donc moins de comprendre « pourquoi » les nations se sont créées, mais plutôt « comment » elles continuent d'exister. Bien qu'une partie de ces travaux, que l'on peut rattacher aux *cultural studies*, se concentre sur les produits culturels en circulation (films, matchs de football…) sans enquêter leur réception, d'autres, souvent plus liés à l'anthropologie, s'y attachent, surtout chez les enfants et les jeunes[86].

C'est ce fil que tire Katharine Throssell dans l'une des rares études récentes explicitement consacrée à la socialisation nationale[87]. L'auteure se place à l'intersection de ces travaux sur le nationalisme et de ceux de psychologie politique qui ont pour leur part continué à explorer, par des enquêtes auprès d'enfants le plus souvent, le développement de rapports à la nation, au travers d'indicateurs comme la reconnaissance de « son » drapeau. Elle démontre la précocité et la complexité des identifications nationales des élèves de primaire anglais et français, et leurs conséquences sur leurs conceptions de l'appartenance à un même groupe.

Dans la mesure où le nationalisme peut être considéré comme la transformation d'une entité politique arbitraire (l'État) en groupe social et culturel naturalisé (la Nation), la formation de rapports à l'État et à ses différentes facettes – aux administrations locales[88], à l'impôt[89], etc. – pourrait également faire l'objet d'investigations en termes de socialisation nationale. Enfin, la notion d'« habitus national » mobilisée par Norbert Elias puis par Gérard Noiriel[90], invite elle aussi à poser la question des conditions de formation d'un tel habitus, de dispositions nationales produites par, et qui produisent, les trajectoires individuelles. Les situations de migration constituent alors des moments privilégiés pour observer des processus de re-

[84] Jon E. Fox, Cynthia Miller-Idriss, « Everyday nationhood », *Ethnicities*, vol. 8, n° 4, 2008, p. 536-563 ; Michael Skey, *National belonging and everyday life. The significance of nationhood in an uncertain world*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

[85] Anders Linde-Laursen, « Nationalization of trivialities : how cleaning becomes an identity marker in the encounter of Swedes and Danes », *Ethnos*, vol. 58, n° 3-4, 1993, p. 275-293.

[86] Tomke Lask, « "Baguette heads" and "spiked helmets" : children's construction of nationality at the German-French border » *in* H. Donnan, T. M. Wilson (dir.), *Border approaches. Anthropological perspectives on frontiers*, Lanham, Anthropological Association of Ireland-University Press of America, 1994, p. 63-73 ; Marco Antonsich, « The "everyday" of banal nationalism – Ordinary people's views on Italy and Italian », *Political Geography*, 2015 (article in press, doi : 10.1016/j.polgeo.2015.07.006).

[87] Katharine Throssell, *Child and nation. A study of political socialisation and banal nationalism in France and England*, Berne, Peter Lang, 2015.

[88] Yasmine Siblot, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

[89] Alexis Spire, *Faibles et puissants face à l'impôt*, Paris, Liber, 2012.

[90] Gérard Noiriel, « Un concept opératoire: "l'habitus national" dans la sociologie de Norbert Elias », *Penser avec, penser contre. Itinéraire d'un historien*, Paris, Belin, 2003, p. 171-188.

socialisation nationale[91], ou de « dédoublement sociologique[92] ». Patrick Weil fait remarquer que l'idée de socialisation nationale est au principe du droit français de la nationalité, qui l'accorde en fonction de la résidence et de la naissance, autrement dit du temps passé dans le pays[93].

Très peu d'études sont consacrées aux effets politiques, au sens électoral, de l'expérience de la migration. D'après Bruce Cain, Roderick Kiewiet et Carole Uhlaner[94], plus les émigrés d'Amérique latine ont passé de temps aux États-Unis, plus ils vont développer une affiliation au Parti démocrate, et ce phénomène sera plus marqué encore pour la deuxième génération. Inversement, les immigrants venus de Chine, de Corée et d'Asie du Sud-Est s'identifient au Parti républicain au fur et à mesure qu'ils sont exposés à la vie politique américaine. Pour les auteurs, cela est dû au fait que les premiers se situent politiquement à partir de leur expérience de groupe minorisé, tandis que les seconds se basent, pour construire leur choix électoral, sur la politique étrangère des États-Unis.

Les liens entre le politique et le non-politique

Une troisième façon de problématiser le « politique » de la socialisation politique consiste à l'aborder comme un domaine pratique en interaction avec d'autres. Si on a vu comment l'univers professionnel, par exemple, peut être le lieu d'une socialisation politique, l'élargissement de cette perspective amène à examiner les effets politiques de socialisations non politiques et les effets non politiques des socialisations politiques.

Au sujet de l'influence socialisatrice potentielle des événements, on a utilisé des exemples d'événements politiques patents. Mais l'expérience du handicap ou de la maladie peuvent à leur tour constituer des événements susceptibles de transformer le rapport à l'engagement militant – ainsi des activistes d'associations de lutte contre le sida[95] –, tout comme peut le faire une rupture avec une institution centrale de socialisation primaire (l'école, l'Église notamment)[96], ou bien un rapport particulier envers l'alimentation ou les animaux construit

[91] Gérard Noiriel, *La Tyrannie du national. Le Droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, 1991 ; Sarah Mazouz, Didier Fassin, « Qu'est-ce que devenir français ? », *Revue française de sociologie*, vol. 48, n° 4, 2007, p. 723- 750 ; Sarah Mazouz, « Une célébration paradoxale. Les cérémonies de remise des décrets de naturalisation », *Genèses*, n° 70, 2008, p. 88- 105.

[92] Abdelmalek Sayad, « Les enfants illégitimes : 2ème partie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 26, 1979, p. 117-132.

[93] Patrick Weil, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris, Gallimard, 2005 (éd. revue et augmentée).

[94] Bruce E. Cain, D. Roderick Kiewiet, Carole J. Uhlaner, « The Acquisition of Partisanship by Latinos and Asian Americans », *American Journal of Political Science*, vol. 35, n° 2, 1991, p. 390.

[95] Christophe Broqua, Olivier Fillieule, *Trajectoires d'engagement. AIDES et Act Up*, Paris, Textuel, 2001.

[96] Cécile Péchu, *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006.

lors de la socialisation primaire[97]. Plus encore, quelques travaux de science politique américaine associent des effets politiques à la socialisation conjugale : Laura Stocker et Kent Jennings remarquent qu'après un mariage, le degré de participation politique des conjoints tend à s'uniformiser[98]. Breanne Fahs souligne pour sa part que les femmes divorcées adhèrent davantage que les femmes mariées à des valeurs « libérales » et féministes[99].

Qu'est-ce qui est « politique » ?

La question de « ce que recouvre la socialisation *politique* » est déjà très précisément posée par la synthèse effectuée par Sophie Maurer en 2000. Pour elle, le débat se structure autour de deux théories : « celle qui soutient qu'il existe une socialisation proprement politique reposant sur des mécanismes et transitant par des canaux distincts » (portée notamment par Annick Percheron), et « celle selon laquelle, au contraire, le politique n'est que l'autre nom du social et qui nie l'existence d'une socialisation spécifiquement politique » (cette identification de l'ordre politique à l'ordre social étant attribuée à Pierre Bourdieu)[100]. Sophie Maurer suggère de considérer ces deux conceptions comme deux niveaux constitutifs du rapport des individus au politique : un premier niveau, constitué du rapport à la politique comme univers spécialisé (partis, idéologies, élections), s'apprend au cours de processus de socialisation spécifique, notamment scolaire et officiellement normative ; un second niveau, constitué du rapport politique des individus au monde social, déborde largement du champ politique au sens strict – y interviennent les représentations des divisions sociales, des rapports de classe, des mécanismes de distribution de la richesse, la hiérarchisation des conflits, mais aussi les manières d'être et de faire (de parler, de s'habiller, de se nourrir…) qui situent l'individu, lui assignent une place politique, et constituent autant de marqueurs sociaux de l'individu susceptibles d'être interprétés d'un point de vue politique. Ainsi, l'enquête menée par Wilfried Lignier et Julie Pagis sur la façon dont les enfants « parlent » et apprennent « l'ordre social », ses hiérarchies, ses proximités ou ses « distances »[101], apporte autant à la sociologie de la socialisation enfantine qu'à celle de la socialisation politique.

---

[97] Christophe Traïni, « Entre dégoût et indignation morale. Sociogenèse d'une pratique militante », *Revue française de science politique*, vol 62, n° 4, 2012, p. 559-581.

[98] Laura Stoker, M. Kent Jennings, « Life-Cycle Transitions and Political Participation : The Case of Marriage », *The American Political Science Review*, vol. 89, n° 2, 1995, p. 421.

[99] Beanne Fahs, « Second Shifts and Political Awakenings : Divorce and the Political Socialization of Middle-Aged Women », *Journal of Divorce & Remarriage*, vol. 47, n° 3-4, 2007, p. 43-66.

[100] Sophie Maurer, *École, famille et politique. Socialisations politiques et apprentissages de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Dossier d'Étude CNAF, n° 15, 2000, p. 6.

[101] Wilfried Lignier, Julie Pagis, « Quand les enfants parlent l'ordre social. Enquête sur les classements et jugements enfantins», *Politix*, n° 99, 2012, p. 23-49 ; Wilfried Lignier, Julie Pagis, « Inimitiés enfantines. L'expression précoce des distances sociales», *Genèses*, n° 96, 2014, p. 35-61 ; Wilfried Lignier, Julie Pagis,

Ce deuxième niveau présente cependant l'inconvénient d'ouvrir « à l'infini le champ d'investigation ». Sophie Maurer suggère par conséquent d'opérer une première restriction par la notion de conflictualité (en définissant le politique à partir de divergences d'intérêts et donc de rapports de force). Florence Haegel et Sophie Duchesne[102] d'une part, Camille Hamidi[103] d'autre part, ont depuis approfondi l'appel au repérage et la définition de la conflictualité et de la montée en généralité comme marqueurs du politique. Cette alternative entre deux conceptions du « politique » de la socialisation, l'une stato-centrée, l'autre davantage formulée en termes de « politisation », reste d'actualité : elle se trouve notamment posée dans l'introduction de la journée d'étude « Questionner la notion de socialisation politique » tenue en 2014[104].

À partir des exemples précédents, nous proposons pour notre part de considérer que la socialisation politique comporte trois dimensions : la socialisation aux objets spécialisés du champ politique, à un « rapport mobilisé à sa condition sociale » pour reprendre les termes de Yasmine Siblot[105], et à un rapport « mobilisé » aux rapports sociaux de pouvoir (quand bien même il n'est pas basé sur une expérience directe de ces rapports).

Poursuivre les recherches et affiner l'analyse des processus

Tout ceci concourt à encourager le développement d'une acception extensive et dynamique de la socialisation politique. Aller chercher d'autres instances que la famille pour rendre compte de la socialisation politique primaire, faire des socialisations secondaires adultes de nouveaux moments d'études de la socialisation, débusquer l'apprentissage du politique hors de la politique au sens strict : ces entreprises scientifiques s'accompagnent d'une approche plus fine et traduisent un intérêt plus grand pour les processus de socialisation eux-mêmes. Aujourd'hui, l'enjeu pourrait être de penser et surtout d'analyser de manière empirique les

---

L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social, coll. "liber", Seuil, 2017. Les travaux d'Annette Lareau sur les éducations enfantines permettent également de voir comment s'apprennent des rapports aux institutions (scolaires et médicales notamment) qui sont situés socialement, voir : A. Lareau, *Unequal Childhoods. Class, Race, and Family life*, Berkeley, University of California Press, 2011.

[102] Florence Haegel, Sophie Duchesne, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2004, p. 877-909.

[103] Camille Hamidi, *La Société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Economica, 2010.

[104] Organisée par Yassin Boughaba, Alexandre Dafflon et Camille Masclet à l'Université de Lausanne.

[105] C'est-à-dire « l'ensemble des modalités ordinaires de formation de la conscience de son positionnement et de son appartenance sociale, et des dispositions visant à la valoriser et défendre ses intérêts, et ce dans toutes les sphères de la vie sociale : au travail, dans la vie familiale et domestique, dans les espaces résidentiels et les pratiques de sociabilité, dans le rapport à l'école, aux institutions, dans la vie publique… » (Yasmine Siblot, *Faire valoir ses droits et se faire entendre. Rapports mobilisés à sa condition sociale en milieu populaire*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Paris IV, 2010, p. 36).

processus de socialisation, à égale distance d'un déterminisme mécaniste (qui met par exemple simplement en rapport, sans rien expliquer, une variable lourde et une orientation ou une attitude politique donnée) et de l'invocation creuse et non étayée d'une forme ou d'une autre de liberté dans la détermination politique (« agency » des acteurs simplement postulée, « réappropriation » ou « tri » dans les contenus transmis ni définis ni démontrés).

En appelant très tôt à prendre en compte le fait que les enfants ne sont pas des êtres passifs et à éclairer les mécanismes de la transmission, Annick Percheron a ouvert cette voie[106]. Ses prises de positions se doublent cependant du recours à un registre très volontariste et subjectiviste de l'activité des « socialisateurs » – parents disposant d'un « projet de socialisation » (là où il faudrait sans doute distinguer entre le projet d'éducation parental et les mécanismes en partie inconscients et involontaires de la socialisation) – ainsi que des « socialisés », qui semblent avoir la capacité et la volonté de gérer cette transmission « pour construire leur identité personnelle », en ne retenant par exemple « qu'une part de leur héritage ». La dissymétrie est donc forte entre les moments où la socialisation est analysée comme « produit d'une transmission » et ceux où elle devient « outil d'invention du système des valeurs de chacun »[107], et à ce titre moins étudiée qu'invoquée comme magie sociale du libre arbitre. Le hiatus entre ces deux registres d'analyse est tel que l'articulation des transmissions et des réceptions est difficile, tout comme celle des différents moments socialisateurs.

En 2002, une série d'entretiens approfondis, analysés par Daniel Gaxie, permet en revanche de faire apparaître l'articulation des différents processus de socialisation qui conditionnent investissements et préférences politiques au cours du cycle de vie, leurs congruences ou leurs dissonances, ainsi que de formuler des hypothèses quant aux conditions de l'hystérésis ou au contraire de la disparation des dispositions résultant de la socialisation politique primaire[108]. Ce faisant, c'est non seulement la question de l'influence des socialisations secondaires qui est posée, mais aussi celle de l'articulation, synchronique et diachronique, des différents processus qui composent une « socialisation continue », faite de formations et de transformations dispositionnelles tout au long de la vie, dans le domaine politique et au-

[106] Annick Percheron, « La transmission des valeurs », *in* F. de Singly (dir.), *La Famille, l'état des savoirs,* La Découverte, Paris, 1991, p. 183-193 ; A. Percheron, « Histoire d'une recherche », *Revue française de science politique*, vol. 44, n° 1, 1994, p. 100-126.
[107] Annick Percheron, « La transmission des valeurs », *in* F. de Singly (dir.), *La Famille, l'état des savoirs,* La Découverte, Paris, 1991, p. 191.
[108] Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, p. 145-178.

delà[109]. Le déplacement des échelles, par resserrement sur l'individu, qui fournit un savoir localisé sur des transformations globales, et le travail par cas, qui construit théoriquement l'objet, permettent aussi de rendre compte des trois moments de la socialisation politique de « Janine », étudiée par Florence Haegel et Marie-Claire Lavabre : une socialisation politique familiale, une socialisation conjugale, et une socialisation inversée dans laquelle les normes politiques sont portées par son fils[110].

Reste à mener, sur le modèle de ce qu'a entrepris Bernard Lahire sur la transmission du capital culturel dans la socialisation primaire, ce qui serait l'équivalent d'un « Tableaux de familles »[111] politiques, permettant le retour à une analyse des socialisations primaires politiques nourries de l'intérêt pour les modalités des processus né de la prise en compte des socialisations adultes et de leur articulation. De la manière la plus systématique possible, il s'agirait donc, à partir de l'examen de configurations familiales, de se demander ce qui se transmet et d'observer les modalités concrètes de cette transmission. Quels sont les acteurs qui composent effectivement l'instance socialisatrice familiale (mère, père, beaux-parents[112], fratrie…) ? Quels sont les temps et les occasions de socialisations (parmi ces acteurs, lesquels sont concrètement et temporellement en mesure d'exercer une influence socialisatrice sur les enfants et dans quels domaines) ? Quelles sont les pratiques concrètes dans lesquelles se transmet du « politique » (des discussions familiales à l'usage des médias, en passant par la pratique des institutions ou de tout autre domaine pratique dont l'enquête montrerait l'importance[113]) ? Enfin, il s'agirait de se donner les moyens d'analyser sociologiquement les modes de réception et d'intériorisation dans cette socio-genèse des dispositions politiques, comme le fait Camille Masclet dans le cas de la transmission de l'héritage féministe, en montrant comment on peut distinguer, au sein d'une fratrie de la deuxième génération féministe, l'*appropriation* de la sœur (du fait de la position de genre, de la trajectoire

[109] Muriel Darmon, *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2016.
[110] Florence Haegel, Marie-Claire Lavabre, *Destins ordinaires. Identité singulière et mémoire partagée*, Paris, Presses de la FNSP, 2010.
[111] Bernard Lahire propose en effet, dans l'ouvrage *Tableaux de familles*, un dispositif méthodologique et théorique destiné à permettre d'éclairer les modalités concrètes des processus composant les socialisations primaires familiales : échelle individuelle et familiale d'observation des faits sociaux, prise en compte de l'effet des propriétés sociales des individus dans l'analyse de cas singuliers voire atypiques, principe de non-automatisme des transmissions et importance des conditions matérielles, des temps et des occasions de socialisation, etc. Voir : B. Lahire, Tableaux de familles [1995], Paris, Le Seuil-Gallimard, 2012.
[112] Manon Réguer-Petit, *Les Belles-mères et la politique*, Paris, L'Harmattan, 2012.
[113] Dans le cas de la transmission du « féminisme » étudiée par Camille Masclet, on voit par exemple comment ce sont surtout le contrôle du langage et les pratiques ludiques qui opèrent cette transmission, et non, comme on aurait pu s'y attendre, la répartition des tâches domestiques : « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, n° 109, 2015, p. 45-68.

professionnelle mais aussi de la transmission familiale du capital scolaire) et *l'intériorisation de dispositions*, pratiques, non réflexives et plus limitées, chez le frère[114].

Une telle approche permettrait notamment de reposer la question, loin d'être résolue, des socialisations politiques de classe et de genre au plus près des processus réels qui les composent et de leur articulation. Une autre piste fournie par les sociologies de la socialisation, notamment de genre, pourrait être de travailler davantage les cas atypiques : celui des « femmes politiques » correspond à la question classique des femmes « dans les métiers d'homme », mais il s'agirait de se demander plus généralement quels sont les processus de socialisation qui produisent des dispositions politiques inattendues, car en décalage avec celles des différentes classes (sociales, de genre, religieuses, etc.) à laquelle la personne appartient.

En définitive, ce qui apparaît quand on tente de recenser les travaux sur la socialisation politique, c'est l'étendue de ce qu'on ne connaît toujours pas, malgré les travaux et les avancées indéniables, y compris sur des questions d'apparence aussi « classiques » que celles de la socialisation politique primaire, du genre, ou de la socialisation nationale.

[114] « Davantage que la socialisation familiale – qui apparaît dans ce cas relativement homogène au sein de la fratrie – la différenciation de leurs trajectoires dans d'autres univers dès l'enfance tout comme leurs appartenances de sexe ont affecté et fait varier les opportunités d'actualisation et de renforcement des dispositions héritées dans la sphère familiale » : Camille Masclet, « Le féminisme en héritage ? Enfants de militantes de la deuxième vague », *Politix*, n° 109, 2015, p. 45-68.